

AMPHITHEATRE DE METHODOLOGIE Michel REBUFFAT T - Maître de
Conférences

L COMMENT ANALYSER UN TABLEAU ECONOMIQUE
II. SCHEMA ECONOMIQUE SIMPLIFIE
III. UN EXEMPLE

L COMMENT ANALYSER UN TABLEAU ECONOMIQUE

1. Lire les questions posées sans chercher immédiatement à répondre à celles-ci (sauf dans le cas d'une contrainte temps importante).

Ce conseil a pour objectif d'éviter de focaliser son attention, dès le départ de l'observation des données, sur celles et uniquement celles qui concernent le sujet et qui vous apparaissent immédiatement utiles à l'analyse. Cette attitude est souvent préjudiciable à une mobilisation la plus complète possible de vos connaissances ainsi qu'à un enrichissement de votre démonstration

2. Lire attentivement les intitulés des tableaux, ainsi que des colonnes, sans oublier les notes éventuelles

En règle générale bien distinguer:

- Les indications en volume (prix constant, prix 19.....) des indications en valeur (prix courant)
- Les indications en prix ou prix relatif.
- La notion de taux de croissance de celle de contribution.

3. Ne pas tenir compte immédiatement des valeurs chiffrées.

Avant d'intégrer l'importance des variations d'un phénomène, il est nécessaire de mettre en relief les liaisons entre ces variables. La prise en compte à posteriori des valeurs des variations permettra de hiérarchiser le rôle de ces variables dans la démonstration.

4. Lire attentivement les intitulés des lignes et rechercher s'il existe des liaisons «de causes à effets » entre ces intitulés, ou encore essayer de retrouver des «équations cachées ».

Une variable est toujours fonction d'une ou d'autres variables et génère elle-même souvent la variation d'autres variables. Il est donc nécessaire pour chacune des variables considérées de se poser la question « du pourquoi » de ses variations (les causes, variables en amont) et la question des « conséquences » de ces mêmes variations (conséquences de la variable en aval). L'on trouvera quelques liaisons simplifiées entre les variables économiques dans le schéma de ce document.

L'on notera que la définition même d'une variable permet de réaliser une analyse précise de cette variable. Par exemple: le PIB (en terme de taux de croissance) s'analyse à travers la contribution des variables le composant c'est à dire: PIB = Consommation des ménages + Consommation des administrations + FBCF des entreprises, etc.

5. Enrichir l'information grâce à l'élaboration de concepts ou définitions pouvant découler directement des informations disponibles du sujet. Par exemple l'on connaît le revenu disponible et le niveau général des prix à la consommation, l'on peut déterminer le pouvoir d'achat du revenu disponible (pouvoir d'achat du disponible = revenu disponible / niveau général des prix à la consommation).

Exemple d'enrichissement des informations:

Nous possédons uniquement au départ les informations ci-dessous.

	<u>1997</u>	<u>1998</u>
Produit Intérieur Brut à prix courants	7132.3	7473.8
Déflateur du P.I.B		1.9
Salaires nominaux (taux de croissance moyen)		3
Déflateur de la consommation privée		2,1
Taux d'intérêt nominaux à long terme		8.6
Taux de croissance de la population active occupée		-0,4

Nous effectuons les calculs sur les données chiffrées du tableau ci-dessus et nous pouvons ainsi déterminer les valeurs ci-dessous, par l'utilisation de la notion d'indice ou par estimation des valeurs (est.) :

- Taux de croissance du PIB à prix courant = $(7473.8-7132.3)/7132.3 = 4,7\%$
- Indice du PIB prix courants = $(7473.8/7132.3)*100 = 104.7$
- Indice du Prix du PIB (base 100 = 1997) = 101.9
- Indice du PIB à Prix constant (base 100 = 1997) = $(104.7/101.9)*100 = 102.8$
- Pouvoir d'achat des salaires = salaires nominaux /déflateur de la consommation privée = $3 - 2,1 = 0,9$ (est.)
- Productivité du travail = taux de croissance du PIB à prix constant - taux de croissance de la population active occupée = $(2.8 - (-0.4)) = 3,2 \%$ (est.)
- Coût unitaire réel du travail (*) = Salaires réels / Productivité du travail = $1.1 - 3,2 = - 2, 1$ (est.)
- Taux d'intérêt réel à long terme = Taux d'intérêt nominaux à long terme / déflateur du P.I.B (ou taux de croissance du niveau général du prix du PIB) = $8.6 - 1,9 = 6,7\%$ (est.)

(*) Note: Coût unitaire réel du travail = c'est le rapport« salaires réels / productivité du travail », mais ici pour observer l'homogénéité du rapport le salaire réel n'est pas exactement le pouvoir d'achat (salaire nominal/niveau général des prix à la consommation). En effet, la productivité étant calculé sur le PIB réel (en volume), c'est-à-dire par la PIB déflaté de l'indice des prix du PIB, c'est le même déflateur qui sera utilisé pour déflater le salaire nominal, c'est-à-dire le taux d'inflation du PIB.

6. «Valoriser» les variables par les indications chiffrées des colonnes.

Il s'agit de reporter ces valeurs mentalement afin de dynamiser les liaisons de causes à effets

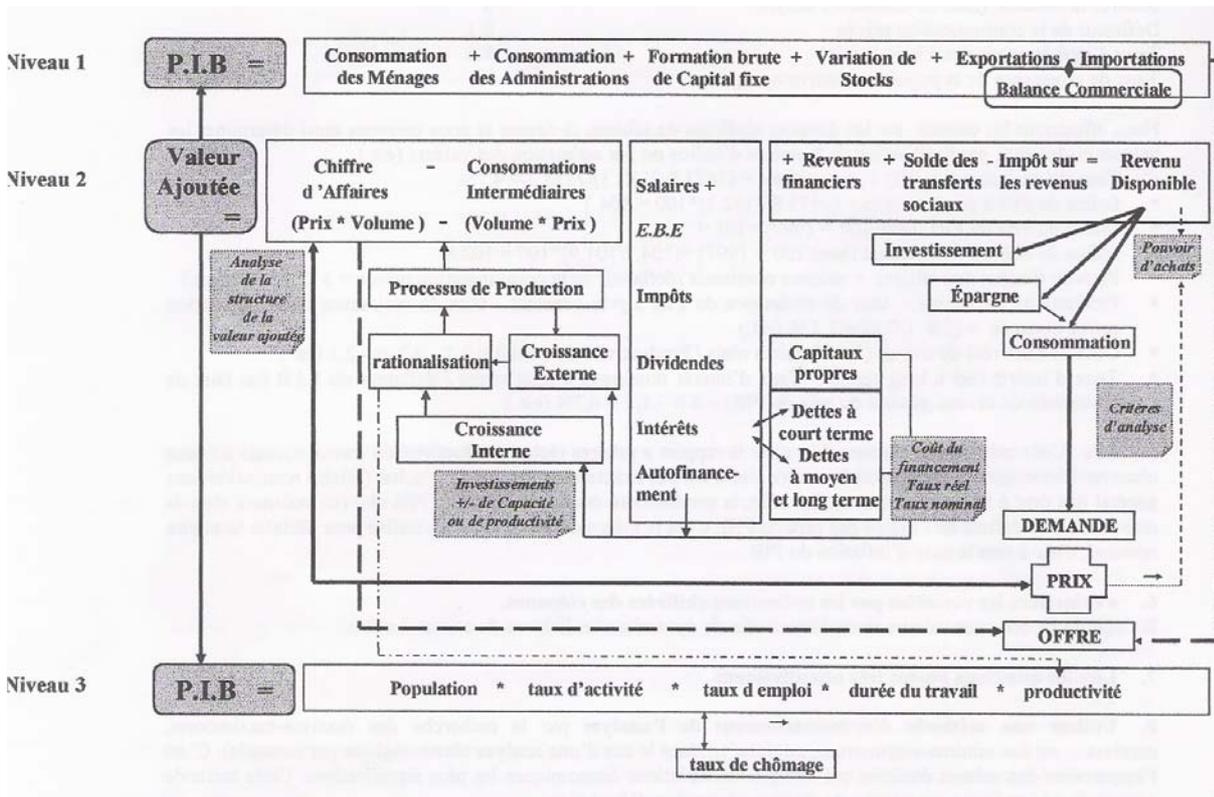
7. Lire les questions posées très attentivement

8. Utiliser une méthode d'ordonnement de l'analyse par la recherche des maxima-maximorum, maxima... ou des minima-minimorum, minima, .. dans le cas d'une analyse chronologique par exemple). C'est l'importance des valeurs étudiées qui indique les variations économiques les plus significatives. Cette méthode permet de« visualiser» un tableau de chiffres en courbes d'évolution

9. Rédiger l'analyse

- Commencer votre analyse toujours en tenant compte de la **demande interne** (économie fermée) puis en intégrant **l'extérieur** (économie ouverte)
- Analyser, dans l'ordre, les informations **techniques, financières, sociales**
- **Cocher à fur et à mesure les données que vous utilisez.** Cette précaution vous permettra
 - de ne pas sous-utiliser l'information mise à votre disposition
 - de mettre en relief les variables non utilisées et de vous posez la question « pourquoi n'ais-je pas utilisé les informations non cochées? »
- **Ailler un œil critique sur vos calculs ou sur votre rédaction.** Si un résultat vous paraît «bizarre », par exemple, augmentation de productivité en France de 600% en une année, ou diminution d'un taux de chômage de 11% de la population active de 50% en 2 mois, peut être qu'une erreur s'est glissée dans vos calculs?
- **Eviter les qualifications**« considérable, énorme, catastrophique..... », Sauf si vous pouvez justifier ces qualificatifs par des valeurs relatives disponibles.
- **Eviter de porter des jugements** du type« c'est bien, c'est mal» et surtout sans justification.

II. SCHEMA ECONOMIQUE SIMPLIFIE



Remarques :

Une approche en 3 niveaux dans ce schéma simplifié

Niveau 1 : les moteurs de la croissance économique (approche PIB ou valeur ajoutée) .

Niveau 2 : la création de la valeur ajoutée et sa répartition entre agents économiques.

Niveau 3 : La croissance économique et ses conséquences sociales

Ce schéma doit être complété par une ouverture internationale des relations économiques (approche bilatérale ou multilatérale) en intégrant les notions de :

- Différentiel de taux de croissance
- Différentiel d'inflation
- Compétitivité prix et hors prix
- Taux de change (relations hors UE)
- Exportations - Importations
- Investissements directs à l'étranger (I.D.E)

III. EXEMPLE

- » La question: Expliquer, à l'aide des informations du tableau ci-dessous, l'évolution du PIB de l'économie européenne pour la période 1991/1996
- » Les informations:

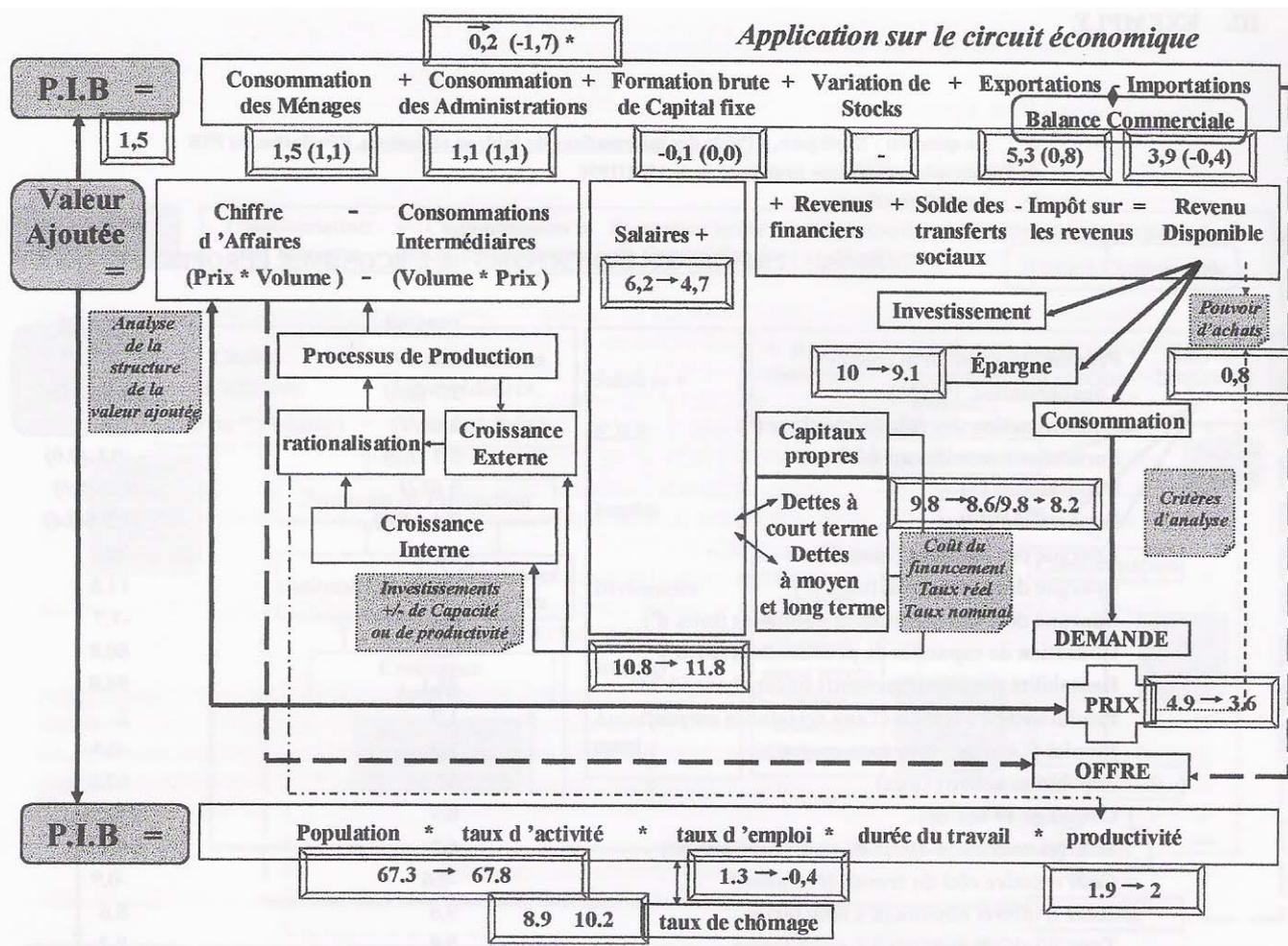
TABLEAU: PRINCIPAUX INDICATEURS DE L'ECONOMIE EUROPEENNE

	<u>1986/90</u>	<u>1991/96</u>
Produit Intérieur Brut (réel) (")	3.3	1.5
Consommation (") (""")	3.7 (2.6)	1.5 (1.1)
Consommation des Administrations (")	2	1.1
Formation brute de capital fixe (")	5.7 (1.2)	-0.1 (0.0)
Exportations (")	5 (0.1)	5.3 (0.8)
Importations (")	7.4 (-0.6)	3.9 (-0.4)
Épargne des ménages (taux d')	10	9.1
Épargne des entreprises (taux d')	10.8	11.8
Épargne des Administrations publiques (taux d')	0.2	-1.7
Utilisation de capacités de production (taux d')	83.1	80.8
Rentabilité des investissements (indice base 61/73)	88.1	94.8
Productivité du travail (Taux croissance moyen)	1.9	2
Emploi (Taux de croissance moyen)	1.3	-0.4
Population active (Taux)	67.3	67.8
Chômage (Taux de)	8.9	10.2
Salaires nominaux (taux de croissance moyen)	6.2	4.7
Coût unitaire réel du travail (évolution)	-0.6	-0.9
Taux d'intérêt nominaux à long terme	9.8	8.6
Taux d'intérêt nominaux à court terme	9.8	8.2
Déflateur du P.I.B	4.9	3.6
Déflateur de la consommation privée	4.3	3.9

Notes: (it) = taux de croissance moyen de la période considérée et (contributions, chiffres en italiques)
(itit) = les contributions id comprennent la consommation des ménages et celle des administrations

Pour comprendre plus facilement cette analyse vous pouvez consulter votre document de cours (fiches économiques).

Pour analyser ce tableau, utilisons le circuit économique, et reportons sur celui-ci, les principales valeurs du tableau.



(*) épargne des administrations publiques

Nous possédons les liaisons et les valeurs, l'analyse devient plus évidente.

ANALYSE INDICATIVE

La croissance de l'économie européenne pour la période 1991/96 en tenant compte du taux d'inflation européen (valeur réelle) à été de 1.5% en moyenne par an.

En considérant uniquement la demande interne,

- La consommation des ménages et celles des administrations sont les postes ayant contribué le plus à cette croissance (1,1), l'effort étant légèrement plus important pour la consommation des ménages que pour la consommation des administrations (taux de croissance (1,5 pour 1,1)
 - La croissance de la consommation des ménages est due:
 - à une augmentation du pouvoir d'achat des salaires de 0,8 (évolution des salaires nominaux de 4,7% - augmentation des prix de consommation privée de 3,9)
 - ainsi que par une réduction relative de leur épargne «baisse relative du taux d'épargne (épargne / revenu disponible) de 10 à 9.1).
 - L'on notera que la participation la croissance de la consommation des administrations bien que plus faible que la période précédente s'est réalisée dans un contexte de diminution en valeur absolue de l'épargne des administrations publiques (0,2 à moins 1,7)
- A l'opposé, la formation brute de capital fixe à diminuée de 0,1% et n'a pas contribué à la croissance (contribution = 0,0).

Cette diminution de la croissance de l'investissement peut être expliquée par la réduction des taux d'utilisation des capacités de production (83,1 à 80.8), eux-mêmes dépendant de l'évolution de la croissance globale (décroissance relative du PIB réel, 3,3 à 1,5) ainsi que par la croissance des investissements relativement importante réalisé pendant la période précédente (5,7).

De plus l'on sait que les conditions de financement interfèrent sur l'avancement ou le report d'une décision d'investissement.

L'évolution du coût du financement. Si les taux d'intérêt nominaux à long terme sont décroissants: 9,8 à 8,6, les taux d'intérêt réels à long terme (taux d'intérêt nominaux déflatés par le déflateur du PIB) sont quasi stable {4,9 (9.8-4.9) à 5 (8.6 -3.6)}. Cette légère croissance même des taux d'intérêt n'a pu jouer qu'un rôle défavorable dans la décision d'investissement des entreprises

Indépendamment du motif d'augmentation de capacité de production, le motif de recherche de productivité est satisfait à ce niveau d'investissement à la fois par une augmentation de la rentabilité des investissements (88.1 à 94.8) et par une augmentation de la productivité du travail (de 1,9 à 2)

L'évolution du coût du travail est favorable aux entreprises. En effet, le coût unitaire réel du travail est toujours décroissant avec une valeur moyenne plus importante encore dans la deuxième période (-0.6, -0.9). Cette évolution du coût unitaire réel du travail naît à la fois de l'augmentation de la productivité et de la baisse du salaire réel. Pour la période 1991/96, l'augmentation de la productivité du travail (+2%) a été nettement supérieure à croissance du salaire réel des ménages (Salaire réel = Salaire nominal - déflateur du PIB = 4,7 -3,6 = 1,1%) permettant ainsi une évolution du coût unitaire réel du travail de - 0.9% (1,1%2%).

A cette baisse du coût tu travail s'ajoute des conditions de gestion de trésorerie ou de court terme des entreprises stables {taux d'endettement réel à court terme (4,9 à 4,6)}

Si l'on intègre les relations avec l'extérieur (pays tiers), l'on se rend compte que:

- Les exportations ont été après la consommation des ménages l'élément le plus important de la croissance par une contribution de 0,8 pour une croissance de 5,3%, croissance en augmentation très légère par rapport à la période précédente (5 à 5,3). Aucune autre analyse sur l'évolution des exportations n'est possible compte tenu de l'absence d'information sur les pays acheteurs, en particulier les différentiels de taux de croissance ou du niveau général des prix des PIB ou encore des informations sur la compétitivité hors prix ou les IDE, ainsi que l'effet des variations de taux de change.
- Les importations ont contribuées négativement (-0,4) à la croissance du PIB européen, compte tenu de la croissance de ces importations (+3,9), elle-même découlant en particulier des autres postes en croissance (la consommation des ménages et des administrations), mais sans oublier qu'il s'agit d'un ralentissement de ces importations par rapport à la période précédente, ralentissement lié à la chute de la croissance de la demande nationale (PIB) de 3,3 à 1,5 en terme réel

La croissance de la «richesse européenne» (PIB) n'a pu être réalisée sans l'utilisation d'une main-d'œuvre. Mais cette croissance ne s'est pas accompagné par une croissance aussi importante de la main d'œuvre, bien au contraire pour la seconde période analysée la croissance de l'emploi est négative (croissance de l'emploi: 1,3, puis -0,4).

De même, qu'entre la période 1986/1990 et celle de 1991/1996, le taux de chômage (Chômage / population active) à été croissant: 8,9 à 10,2.

En effet, l'augmentation de la productivité (Valeur ajoutée par heures de travail) de 2% face à une croissance globale (p.I.B) de 1,5% ne peut, à structure de la main d'œuvre identique, créer de l'emploi.

L'effort fait par chaque travailleur (+2% de valeur ajoutée) crée une « sur-réalisation» de V A de 0,5% par rapport à la valorisation possible de la «production» par le marché (1,5%), satisfaction de la demande. Cet effort s'oppose à la création d'emploi et peut justifier une réduction des effectifs des entreprises

De plus, l'augmentation de 0,5% des personnes en âge de travailler et souhaitant travailler (évolution du taux de la population active: 67.8 - 67.3) crée une pression sur le marché de l'emploi se heurtant à la productivité de ceux qui sont déjà en place sur le marché du travail dans le contexte de croissance de + 1,5%.

Le déséquilibre alors entre ce contexte (+1,5%) et le couple {« augmentation des personnes souhaitant un emploi (+0,5%) + l'augmentation de la productivité de ceux qui ont un emploi (+2%)} génèrent une baisse de l'emploi de 0,9 «+1,5% - (+0,5% +2%)» (*) aggravant le taux de chômage (population active non occupée) de 8.9 à 10.2.

Le ralentissement de la croissance alliée à une augmentation continue des gains de productivité ont été défavorables à l'insertion de nouveaux travailleurs dans le système productif, ainsi qu'à ceux présents dans ce système.

Note: (*) Écart du aux arrondis successifs